



Curriculum vitæ des commissaires

Projet de construction et d'exploitation d'un nouveau terminal portuaire à Sorel-Tracy

Prunelle Thibault-Bédard, présidente



INFORMER



CONSULTER



ENQUÊTER



AVISER

Prunelle Thibault-Bédard est titulaire d'un double baccalauréat en droit civil et common law de l'Université McGill ainsi que d'une maîtrise en sécurité environnementale et paix de l'Universidad para la Paz au Costa Rica. Elle a été admise au Barreau du Québec en 2006. De 2016 à 2021, elle a siégé au conseil d'administration du Centre québécois du droit de l'environnement et en a assumé la présidence en 2018-2019. Depuis 2016, elle est chargée de cours à l'Université de Sherbrooke, où elle enseigne le droit de l'environnement. Elle a également été co-autrice de l'ouvrage de référence *L'Environnement au Québec*, publié aux éditions Wolters Kluwer. Parallèlement à son parcours juridique, elle s'implique dans le secteur culturel en participant à l'organisation de divers festivals et événements. Elle a été membre additionnelle à temps partiel du BAPE de mars 2022 à juin 2026, moment où elle a été nommée membre à temps plein.

Rosanne Fortin, commissaire

Titulaire d'un baccalauréat en géographie environnementale ainsi que d'une maîtrise en environnement, Rosanne Fortin possède une expertise dans les enjeux liés aux milieux humides et hydriques, à la faune, à l'utilisation du territoire et à l'acceptabilité sociale. Active dans le domaine de l'environnement depuis 2008, elle a occupé divers postes, dont celui d'enseignante en géographie au Cégep de Sherbrooke, de responsable en environnement à l'usine Graymont de Bedford, ainsi que d'inspectrice municipale en environnement pour la municipalité du Canton de Stanstead. Elle a également dirigé de nombreux projets majeurs en énergie éolienne, solaire et hydroélectrique chez Boralex, où elle a assuré la coordination des volets environnementaux, réglementaires et communautaires. Elle occupe actuellement un poste de professionnelle en environnement chez Norda Stelo, où elle contribue à la réalisation d'études d'impact, aux demandes d'autorisation et aux modifications de décrets.